



Conseil de sécurité

Briefing sur les migrants, réfugiés et demandeurs d'asile

New York, le 30 septembre 2024

Déclaration lue par Riccarda Chanda
Représentante permanente adjointe de la Suisse

Monsieur le Président,

Je remercie Messieurs Sivanka Dhanapala Directeur du bureau du HCR et Pär Liljert Directeur du bureau de l'OIM, pour leurs contributions et pour nous avoir donné une vision holistique de la situation et de leur travail sur place.

En 2023, près de 8'600 migrants ont perdu la vie le long des routes migratoires à travers le monde, faisant de cette année la plus meurtrière jamais enregistrée. Selon le HCR, cette année encore plus de 1500 personnes sont décédées ou portées disparues en tentant de rejoindre l'Europe par la Méditerranée. Ces chiffres mettent en lumière la nécessité d'agir pour prévenir de nouvelles pertes. Au-delà de cette statistique, il s'agit de tragédies personnelles et de destins individuels. Les disparitions de milliers de personnes déstabilisent les communautés et compromettent les perspectives à long terme des efforts de paix.

La Suisse est profondément préoccupée par le sort des milliers de personnes qui sont forcés de quitter leur foyer pour de multiples raisons.

À ce sujet, nous souhaitons élaborer trois points :

Premièrement, il faut prévenir les déplacements forcés en s'attaquant à leurs causes profondes et en suivant une approche globale. L'augmentation continue des déplacements forcés est causée – entre autres – par les conflits armés, l'insécurité alimentaire, ainsi que par les conséquences du changement climatique. À cet égard, ce Conseil doit renforcer son engagement pour la résolution des conflits armés et la prévention des crises, y compris par le biais de systèmes d'alerte précoce. Ce Conseil doit aussi s'engager pour la protection des populations civiles et celle du personnel humanitaire et onusien.

Deuxièmement, il s'agit de renforcer la protection des personnes en situation de vulnérabilité tout au long des routes migratoires. La Suisse s'engage résolument pour protéger les réfugiés, les personnes déplacées et les migrants. Aussi, des solutions durables dans les régions de premier accueil et sur l'ensemble des routes migratoires sont nécessaires. Sans ce soutien, ils risquent de perdre la vie, de disparaître ou de devenir victimes de la traite d'êtres humains ainsi que d'autres violations des droits de l'homme. Il est impératif de mettre un terme à cette dynamique préoccupante en renforçant l'état de droit. À cet égard, nous rappelons l'obligation de tous les Etats de respecter et faire respecter sur le territoire le droit international humanitaire, le droit international relatif aux droits de l'homme et le droit international sur le statut des réfugiés, qui régissent la protection des personnes déplacées.

Troisièmement, il faut des partenariats solides pour la prévention. Le deuxième Forum mondial sur les réfugiés, qui s'est tenu en décembre dernier à Genève, a offert une excellente occasion de démontrer que le partage des responsabilités ne repose pas uniquement sur les gouvernements. Mais il incombe à l'ensemble de la société de proposer des solutions intégrant des aspects humanitaires, de développement et de politiques de paix. Pour cela il est essentiel d'encourager l'intégration socio-économique des migrants et des réfugiés. Il convient aussi de tenir compte de leurs besoins et leurs perspectives, afin qu'ils puissent saisir les opportunités qui se présentent et en créer de nouvelles.

Monsieur le Président,

Afin de pouvoir s'atteler de manière efficace à ces questions, il est essentiel que ce Conseil utilise pleinement les moyens à sa disposition pour renforcer la protection des personnes déplacées. La Suisse va continuer à s'engager dans ce sens.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,

I would like to thank Sivanka Dhanapala, Director of the UNHCR office, and Pär Liljert, Director of the IOM office, for their contributions and for giving us a holistic view of the situation and their work on the ground.

In 2023, nearly 8,600 migrants lost their lives along migration routes around the world, making it the deadliest year on record. According to the UNHCR, this year again more than 1,500 people died or went missing while trying to reach Europe through the Mediterranean. These figures highlight the need for action to prevent further losses. Beyond these statistics, these are personal tragedies and individual destinies. The disappearance of thousands of people destabilizes communities and compromises the long-term prospects of peace efforts.

Switzerland is deeply concerned about the fate of the thousands of people who are forced to leave their homes for a variety of reasons.

We would like to make three points in this regard:

Firstly, forced displacement must be prevented by tackling its root causes and following a comprehensive approach. The continuing increase in forced displacement is caused - among other things - by armed conflict, food insecurity and the consequences of climate change. In this respect, this Security must strengthen its commitment to the resolution of armed conflicts and the prevention of crises, including through early warning systems. The Council must also commit to protecting civilian populations and humanitarian and UN personnel.

Secondly, the protection of vulnerable people along migratory routes must be strengthened. Switzerland is resolutely committed to protecting refugees, displaced persons and migrants. Sustainable solutions are therefore needed in the regions of first reception and along all migration routes. Without this support, they risk losing their lives, disappearing or becoming victims of human trafficking and other human rights violations. It is imperative to put an end to this worrying trend by strengthening the rule of law. In this respect, we recall the obligation of all States to respect and ensure respect for international humanitarian law, international human rights law and international law relating to the status of refugees, which govern the protection of displaced persons.

Thirdly, we need solid partnerships for prevention. The second Global Refugee Forum, held last December in Geneva, provided an excellent opportunity to demonstrate that responsibility does not lie solely with governments. It is up to society as a whole to propose solutions that integrate humanitarian, development and peace policy aspects. To achieve this, it is essential to encourage the socio-economic integration of migrants and refugees. Their needs and

prospects must also be taken into account, so that they can seize the opportunities that arise and create new ones.

Mr. President,

In order to tackle these issues effectively, it is essential that this Council makes full use of the means at its disposal to strengthen the protection of displaced persons. Switzerland will continue to work to this end.

Thank you very much.